

LA LETTRE DE JUSTICE ET PAIX

ÉDITORIAL

Passé pratiquement inaperçu s'est tenu en ce mois d'octobre le Jubilé des mouvements populaires. Alors que le pape Léon publie sa première lettre apostolique, *Dilexi te (Je t'ai aimé)*, co-écrite pourrait-on dire avec le pape François, notre attention est attirée sur cette dynamique lancée par le Saint-Siège il y a une dizaine d'années de rencontrer et soutenir les mouvements populaires en tant qu'Église autour de trois T : travail, toit, terre.

Les pauvres, dit le pape Léon, veulent mener une vie plus digne en développant leurs capacités et en contribuant avec leurs talents. Malheureusement, 80 % de la population mondiale vit avec moins de 20€ par jour. Le développement n'a pas réussi parce que les pauvres n'en ont pas été les acteurs, mais les objets.

Aparecida^[1] insiste sur le fait que les communautés marginalisées ne doivent pas être l'objet de la charité de la part des autres, mais des sujets de leur développement. Leur expérience de la pauvreté leur donne la capacité de voir des aspects de la réalité que les autres ne peuvent pas voir. La société a besoin de les écouter. Il faut inclure ces mouvements populaires dans la réflexion et l'action pour des sociétés justes et fraternelles.

Le pape Léon nous redit que l'option préférentielle pour les pauvres n'est pas une option, c'est une obligation pour les croyants et pour l'Église.

Michel Roy
Justice et Paix France

[1] Nom du document final de la V^e conférence générale de l'épiscopat latino-américain et des Caraïbes (CELAM) à Aparecida au Brésil en 2007.

APPEL À LA JUSTICE POUR LE CLIMAT ET NOTRE MAISON COMMUNE

Les fédérations des Conférences épiscopales d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes se sont réunies en prévision de la COP 30 à Belém et ont rédigé un message dont on trouvera ici des extraits (le texte complet est sur le site de JPF).

Inspirés par *Laudato si'* du pape François et par l'appel du pape Léon XIV à vivre une écologie intégrale et juste, nous appelons à une profonde conversion écologique. Dix ans après la publication de *Laudato si'* et la signature de l'Accord de Paris, les pays du monde n'ont pas réagi avec l'urgence nécessaire, mais l'Église ne restera pas silencieuse. Nous continuerons à faire entendre notre voix aux côtés de la science, de la société civile et des plus vulnérables, avec vérité et cohérence, jusqu'à ce que justice soit faite.

La crise climatique est une réalité urgente. Il ne s'agit pas seulement d'un problème technique : c'est une question existentielle de justice, de dignité et de protection de notre maison commune. Les données scientifiques sont claires : nous devons limiter le réchauffement climatique à 1,5°C pour éviter des conséquences catastrophiques. Nous ne devons jamais abandonner cet objectif.

Nous exigeons :

- **l'équité** : les pays riches doivent payer leur dette écologique par un financement climatique équitable sans endetter davantage les pays du Sud ;
- **la justice** : promouvoir la décroissance économique et l'élimination progressive des combustibles fossiles ;
- **la protection** : défendre les peuples autochtones, les écosystèmes et les communautés pauvres, reconnaître la plus grande vulnérabilité des femmes, des filles et des nouvelles générations, et la



© Palácio do Planalto, Brasília

migration climatique comme un défi de justice et de droits humains.

Nous défendrons les plus vulnérables dans chaque décision concernant le climat et la nature. Nous éduquerons à l'écologie intégrale et promouvons des économies solidaires, la «sobriété heureuse» de *Laudato si'* et le «bon vivre» de la sagesse ancestrale. Nous renforcerons l'alliance intercontinentale entre les pays du Sud pour promouvoir la coopération et la solidarité.

Nous exhortons les décideurs à respecter l'Accord de Paris, à prioriser le bien commun au profit, à transformer le système économique vers un modèle réparateur qui privilégie le bien être des personnes et assure des conditions de vie durables sur la planète, à promouvoir des politiques climatiques et environnementales ancrées dans les droits humains, à partager et mettre en œuvre des solutions technologiques éthiques, décentralisées et adaptées, à atteindre l'objectif zéro déforestation d'ici 2030 et à restaurer les systèmes aquatiques et terrestres vitaux.

Extraits choisis par Marc de Montalembert
Justice et Paix France

DE LA COP 21 À PARIS EN 2015 À LA COP 30 À BELÉM EN 2025

© Marc Rollmann/Réformés



Une paire de souliers noirs, posée sur le bitume. En ce froid jour de décembre 2015, des milliers de personnes ont symboliquement disposé leurs chaussures sur une place parisienne, en soutien à l'avancée des négociations onusiennes. Parmi elles, celles du pape François. De fait, un grand pas allait être franchi, grâce aussi à la poussée citoyenne : l'adoption de l'Accord de Paris, largement célébré comme un ferment d'espoir !

Aujourd'hui, la France se prépare à en marquer le dixième anniversaire et le Brésil à accueillir la COP30 à Belém, du 10 au 21 novembre. Ce serait manier la litote que de dire que la marche des nations pour le climat n'est pas allée au bon rythme. Quels sont ainsi les enjeux de cette COP majeure ? Et quel peut être notre rôle, comme chrétiennes et chrétiens ?

Un fonctionnement clé mis en place par l'Accord de Paris doit être rappelé. Tous les États doivent avoir des objectifs climat, dits « *contributions déterminées au niveau national* », qui sont révisées tous les 5 ans. Cette revue est informée par un « bilan mondial », qui a lieu 2 ans auparavant. L'idée est qu'une dynamique vive de 5 ans en 5 ans, avec des ambitions à chaque fois relevées et des actions renforcées, par émulation entre États.

2025 est justement année de renouvellement. Or le bilan mondial, dressé en 2023, tout comme quantité d'expertises, ont démontré l'insuffisance à la fois des buts affichés et des politiques menées. Sans sursaut vers la COP30, l'Accord de Paris est menacé de mort, et avec lui des millions de vies humaines et non humaines qui ont une valeur inestimable devant Dieu.

Sur la trajectoire actuelle d'émissions de gaz à effet de serre, le monde se dirige vers un réchauffement de 3,1°C. Une planète étuve. L'objectif de contenir le réchauffement sous les 1,5°C repose déjà, lui, au cimetière des conflits d'intérêts. Et pour avoir une chance de rester sous les 2,0°C – chaque dixième de degré compte, alerte la science – les émissions mondiales doivent baisser de 4% par an. En 2024, elles ont augmenté... et même établi un record.

Le défi premier consiste à organiser la sortie rapide et juste des énergies fossiles. Cette vision, acquis clé de la COP28, est en danger. Des initiatives comme le *Traité de non-prolifération des combustibles fos-*

siles^[1] s'emploient à en défendre la réaffirmation à la COP30. L'enjeu est d'autant plus crucial que 425 « bombes carbone »^[2] sont en projet dans le monde, soutenues par les grandes banques qui ont injecté 7900 milliards de dollars dans le secteur fossile depuis la COP21^[3], tandis que les solutions alternatives existent.

Dans le même élan, il faut lutter contre la déforestation, pour éviter les émissions liées et protéger les puits de carbone des écosystèmes forestiers, avant tout tropicaux. Ce chantier sera sous les projecteurs au Brésil, qui a choisi de tenir la COP en Amazonie.



Guidés par le souci des plus vulnérables, des pauvres aux femmes et aux peuples autochtones qui sont au cœur d'une écologie intégrale, l'adaptation et la résilience doivent cesser d'être seconds et la prise en charge effective des pertes et les dommages serait justice. L'argent étant un nerf de la guerre, la question des financements climat et des dettes des pays du Sud reste vitale. Elle pâtit de blocages indignes au regard d'un monde qui n'a jamais été aussi riche – le produit mondial brut a dépassé les 110000 milliards de dollars selon la Banque mondiale –, et de la dette écologique des pays du Nord qui change le regard et mène à voir financements et remises de dettes comme des remboursements, et non des gestes de charité.

Il est certes impossible d'augmenter l'ambition si l'enjeu n'est pas reconnu. Autour du

globe, l'élection de climato-négationnistes, la montée des extrêmes droites, mais aussi les reculs assumés par des gouvernements de centre, mettent en danger la reconnaissance des faits ou de leur importance. Dans la lignée de *Laudate Deum*, Léon XIV a rappelé sans détour que la question climatique n'est ni une tendance passagère ni une connaissance dont on peut douter.

Il est tout aussi impossible de porter une transition juste sans les personnes premières concernées. Pourtant depuis des années, le nombre d'accréditations données par l'ONU à la société civile – y compris religieuse – baisse, quand la place des lobbies fossiles croît. Et la COP à Belém risque d'être la moins inclusive de l'histoire : il n'y a pas assez d'hébergements et les prix sont exorbitants, privant beaucoup d'acteurs modestes de participer.

Que pouvons-nous faire ici ? À la conférence « *Susciter l'espérance* » célébrant les 10 ans de *Laudato si'*, Léon XIV rappelait la responsabilité partagée de « *faire pression sur les gouvernements* » et de « *jouer un rôle actif dans la prise de décisions politiques* »^[4]. Plusieurs initiatives vers la COP offrent de s'engager, depuis les veillées de prière pour confier ce rendez-vous et inspirer sagesse et courage aux participants^[5] jusqu'aux cercles de silence dans l'espace public pour interpeller les consciences et appeler à l'action ambitieuse^[6].

Par-delà la COP, le temps est à l'approfondissement de notre conversion écologique. Cela se joue dans nos cœurs, centre de l'élan et de la vérité de chaque personne. Cela s'exprime par nos mains, avec lesquelles nous pouvons œuvrer à un changement de paradigme. Car l'enjeu est bien intégral, du retournement de l'être vers un changement sociétal. Afin que toutes, oui toutes les créatures puissent vivre des vies épanouies !

Martin Kopp

Théologien écologique protestant

[1] Voir fossilfuel treaty.org

[2] Voir carbonbombs.org

[3] Voir bankingonclimatechaos.org

[4] Lire son discours sur vatican.va

[5] Voir le site de la CEF eglise.catholique.fr

[6] lutte-et-contemplation.org/cop30-cercles-silence-appel

COP 30 À BELÉM DO PARÁ : UN ÉVÉNEMENT TROUBLANT ET RÉVÉLATEUR POUR UN PAYS

Du 10 au 21 novembre, la COP30 se tiendra dans la ville de Belém do Pará, en pleine forêt amazonienne. Le choix du Brésil comme pays hôte de la COP30 et celui de la ville de Belém comme lieu de l'événement n'ont pas été faits sans raison.

Pour avoir une idée de la position stratégique du Brésil en termes de ressources naturelles, il suffit de dire qu'il détient 12 % de toute l'eau douce du monde et qu'il est donc le pays qui possède les plus grandes réserves d'eau de la planète. Depuis 2020, l'eau est devenue une matière première, c'est-à-dire un produit financier. À cette époque, le marché de l'eau atteignait déjà 665 milliards de dollars américains. Avec le changement climatique, la hausse du prix de l'eau devrait atteindre des niveaux record dans les prochaines décennies. Le problème réside dans la manière dont cette ressource naturelle fondamentale pour la vie humaine est exploitée et distribuée.



Les terres rares constituent un autre atout important. Elles sont essentielles au développement technologique, en particulier pour l'expansion et la maintenance de l'intelligence artificielle, le stockage de données et toute la gamme d'appareils qui nous connectent à internet. Le Brésil détient la deuxième plus grande réserve mondiale de terres rares, avec d'importants gisements présents sur une grande partie de son territoire, en particulier dans la région amazonienne brésilienne.

Cependant, cette région est également celle qui abrite la plus grande forêt tropicale du monde, essentielle à l'équilibre écologique mondial. Ce bref aperçu démontre l'importance de l'Amazonie en matière socio-environnementale et nous permet de mieux comprendre les raisons

qui ont conduit à choisir le Brésil, et plus précisément Belém do Pará, pour accueillir la COP30.

L'attention internationale s'est tournée vers cette ville, et de manière analogue vers le nord du pays, à l'époque du cycle du caoutchouc (fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle), et elle reste, jusqu'à aujourd'hui, sous la forme d'intérêts liés à l'exploitation forestière. En résumé, ce sont toujours les ressources naturelles, les matières premières à exploiter dans la grande forêt amazonienne et à exporter vers de grands acheteurs internationaux, qui attirent l'attention sur cette région du Brésil. La différence notable dans le contexte actuel est qu'auparavant, Belém n'était pas invitée à accueillir le débat sur le devenir des ressources de sa région, et encore moins de la planète.

Cependant, les défis persistent et sont très importants. Les problèmes majeurs liés à l'organisation de la COP30 à Belém semblent également indiquer, à première vue, qu'un événement international ne suffit pas à changer une situation d'exploitation d'un peuple et de ses ressources depuis des siècles. Belém, où 55 % de la population vit dans des communautés précaires et sans accès adéquat à l'assainissement, résume bien la situation du Nord-Est du Brésil, une région systématiquement exploitée et mise à l'écart.

À partir du début de l'année 2025, des controverses ont entouré le projet urbanistique visant à préparer la ville à la COP. Des arbres «écologiques», fabriqués à partir de matériaux recyclés, qui seraient en fait des simulacres de troncs d'arbres sur lesquels seraient placées des plantes naturelles et indigènes de la région. Les écologistes ont critiqué cette initiative qui adopte le modèle du jetable au lieu de privilégier un projet où l'on planterait de vrais arbres qui pourraient durer. Par ailleurs, un



© Maciel Creômenes

autre défi logistique majeur est l'assainissement précaire (80 % des déchets ne sont pas traités et une grande partie est jetée directement dans les rivières qui baignent la ville), ce qui contribue à la prolifération des maladies tropicales et nuit à la qualité de vie dans la ville. Pendant ce temps, des plaintes concernant les conditions insalubres dans les refuges pour réfugiés de la ville ont été déposées, ainsi que des soupçons d'irrégularités dans les contrats de planification, d'organisation et de fourniture de biens et de services pour la COP30. Le problème le plus grave et le plus médiatisé à l'échelle internationale concerne la crise de l'hébergement, avec une augmentation de plus de 1 000 % des prix. Selon la présidence de la COP30, 162 pays étaient accrédités pour y participer. Cependant, à quelques jours du début de l'événement, seuls 87 pays ont confirmé avoir trouvé un hébergement.

Le tableau que nous venons de présenter reflète le sentiment national selon lequel il y a peu de chances que la COP30 puisse apporter une réelle avancée locale en termes humanitaires et écologiques. Au moins, la COP30 sert à montrer au monde un peu plus du Brésil qui, outre sa grande richesse humaine, culturelle et naturelle, a besoin de soins intégrés, d'une distribution efficace des ressources et d'investissements.

Et puis, surtout, il ne s'agit pas seulement de promouvoir le développement d'une région, mais aussi de contribuer à la sauvegarde de l'équilibre écologique fondamental pour la vie humaine ici et partout ailleurs.

*Padre Maciel Creômenes, SJ,
Professeur de théologie
à l'université catholique de Pernambouc*

De nombreux collectifs chrétiens, dont Justice et Paix France, appellent à se mobiliser pour la justice climatique par le biais des cercles de silence qui sont une manière visible, pacifique et inclusive de faire exister les enjeux climatiques, et un symbole autant qu'une manière de nous convertir, personnellement et collectivement.

lutte-et-contemplation.org/cop30-cercles-silence-appel/

RENCONTRES DES COMMISSIONS

JUSTICE ET PAIX D'EUROPE À VILNIUS

Du 3 au 6 octobre, les responsables d'une vingtaine de commissions nationales Justice et Paix d'Europe se sont réunis à Vilnius en Lituanie, à un moment où notre continent connaît des tensions accrues, particulièrement ressenties dans les pays Baltes. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, l'intensification des violations de l'espace aérien des états membres de l'UE, l'instrumentalisation des migrations et l'affaiblissement des institutions démocratiques étaient à l'ordre du jour. Ce sont des préoccupations urgentes qui constituent un défi sérieux pour la liberté, la sécurité et la paix.



Les participants sur la frontière avec la Biélorussie © Justice et Paix Europe

Accueillis par l'Église et le peuple lituaniens, nous avons réfléchi au témoignage d'un peuple, autrefois occupé par l'Union soviétique, qui a réussi sa transition du communisme à la démocratie, la liberté et l'indépendance. En nous rendant à la frontière entre la Lituanie et la Biélorussie, nous avons pris conscience de la tragédie des migrations forcées qui instrumentalisent les migrants. Nous avons été impressionnés par la solidarité du peuple lituanien avec l'Ukraine. Nous avons prié dans plusieurs lieux de mémoire et de foi où nous avons pu constater la résilience sociale et spirituelle des Lituaniens. Nous avons été marqués par la volonté de tous, en particulier des jeunes, de refuser une nouvelle occupation et de se préparer à résister.

Le défi de la paix en Europe

Aujourd'hui, l'Europe est confrontée à la guerre en son cœur et à de nouvelles formes de menaces hybrides. Nous avons entendu parler de violations du droit international, de manipulation des flux migratoires, de désinformation et de menaces d'escalade militaire. Ces risques doivent être pris au sérieux et des mesures adéquates sont nécessaires pour y faire face, tant au niveau national qu'europeen. Cependant, la sécurité et la défense, tout en visant à protéger la dignité humaine et les vies humaines, ne doivent jamais devenir une fin en soi : elles doivent rester orientées vers la réalisation d'une paix juste.

En cette année jubilaire, nous sommes invités à marcher comme des « pèlerins de l'espérance ». Le pape Léon XIV nous encou-

rage à œuvrer pour une « paix désarmée et désarmante », une paix qui soit « une entreprise de justice » (*Gaudium et spes*). Nous sommes convaincus qu'une sécurité détachée de la justice et de la dignité humaine ne peut apporter une paix durable. L'Europe a donc besoin d'une stratégie de paix tournée vers l'avenir qui renforce l'unité et consolide ses capacités de prévention des conflits. En outre, elle devrait soutenir le développement humain intégral, promouvoir le respect de la création et favoriser une culture du dialogue et de la réconciliation. Justice & Paix Europe soutiendra tous les efforts visant à mettre en place une telle stratégie européenne de paix.

Nos appels

- ♦ **Aux décideurs européens :** élaborer une stratégie européenne cohérente en faveur de la paix, combinant une défense adéquate avec des instruments diplomatiques, humanitaires et de développement solides ; défendre la dignité de chaque personne, même dans des situations sécuritaires complexes ; et résister aux attitudes polarisantes et aux actions déshumanisantes.
- ♦ **Aux Églises d'Europe :** témoigner de l'Évangile de justice et de paix, être des lieux de réconciliation et de miséricorde, et accompagner les victimes de la guerre, de l'oppression et du déplacement.
- ♦ **Aux commissions Justice et Paix :** continuer à favoriser le dialogue au-delà des frontières, à jeter des ponts entre les peuples, à lutter contre les faux narratifs et à soutenir l'éducation à la paix fondée sur l'enseignement social de l'Église.
- ♦ **À tous les citoyens d'Europe :** résister à la peur et assumer la responsabilité de construire des communautés solidaires et résilientes, et œuvrer chaque jour pour la paix dans un esprit de fraternité.

Si la guerre nous confronte à des impacts négatifs sur tous les aspects de la vie, elle ne peut pas et ne doit pas détruire notre capacité à aimer ni notre sens de la justice.

Michel Roy avec les délégués
des commissions Justice et Paix d'Europe

JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE, en faisant un don :

- ☐ par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.
- ☐ par virement IBAN FR76 1820 6002 9412 8907 4400 188
- ☐ DON euros
- ☐ Je souhaite recevoir un reçu fiscal.

Nom, Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Adresse e-mail :

JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr

Président : Mgr Jacques Blaquart

Membres : Virginie Amieux - Maria Biedrawa - Catherine Billet - Sylvie Bukhari de Pontual - Dominique Coatanéa - Geneviève Colas - Cécile Dubemet - Patrice Dufour - Nayla Haddad - Marie-Noëlle Koyara - Sr Jeannette Londadjim - Dominique Quinio - P. Thierry Reveneau - Jean-Luc Rolland - P. André Talbot - Denis Viénot - Philippe Zeller

Directeur de la publication : Michel Roy, Secrétaire général

Comité éditorial : Marc de Montalembert

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

Mise en page : Service Édition/Publication de la CEF

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Novembre 2025

Impression : Saxoprint eurl, Asnières